

Motions du Congrès d'orientation adoptées par la CA du 10 juillet 2019

- Motion sur la précarité proposée par EE-PSO

L'augmentation exponentielle de la précarité dans l'enseignement supérieur et la recherche depuis une dizaine d'années sera encore aggravée par la loi de transformation de la fonction publique. Les conditions de travail et de rémunération des personnels non titulaires sont devenues intolérables.

Aussi, le SNESUP-FSU décide à l'occasion de son congrès de **faire de 2019-2020 une année universitaire de lutte contre la précarité**. Il propose à ses partenaires de la FSU (SNASUB-SNCS-SNEP...) et à l'intersyndicale de mener des actions communes dès la prochaine rentrée universitaire.

- Motion présentée et soumise au vote des délégué.e.s par Christophe Pébarthe, section 361(Université Bordeaux Montaigne).

Les délégué.e.s du congrès du SNESUP-FSU mandatent les instances nationales (CA, BN, SG) afin qu'elles engagent et mettent en oeuvre dès la rentrée de septembre une campagne nationale à destination de tou.te.s les collègues de tous les établissements concernés par Parcoursup pour imposer la solution "Tou.te.s ex aequo" dans toutes les formations.

- Motion refus de privatisation - Non aux privatisations, non à la dilapidation des biens publics

Le scandale de la privatisation des autoroutes vient d'être à nouveau dénoncé. Cette opération s'est traduite par des hausses de tarif pour les usagers et par des bénéfices indécents pour les groupes privés. Ce n'est qu'un exemple de ces opérations organisant le gaspillage des biens publics au profit d'intérêts privés.

L'enseignement supérieur et la recherche sont affectés aussi, par des externalisations de missions et plus généralement par la marchandisation de nos activités. Et le projet de loi sur la Fonction Publique contient la menace de privatisation systématique.

Nous avons l'occasion de montrer notre opposition grâce à une initiative visant à forcer la tenue d'un référendum contre le projet de privatisation d'Aéroport de Paris. La barre est placée ridiculement très haut (4,7 millions d'électeurs doivent le demander, soit en ligne, soit par vote papier) et des annonces font croire que ce projet pourrait être abandonné mais il ne faut pas relâcher la pression ; au contraire il faut essayer d'obtenir un maximum de votes.

C'est pourquoi le SNESUP-FSU appelle à voter et faire voter pour la demande d'un référendum contre la privatisation d'Aéroport de Paris.

- Motion présentée par le secteur Droits & Libertés - Plus que jamais défendons les droits humains et les libertés académiques

Après plusieurs décennies de consolidation des institutions démocratiques et de l'Etat de droit, nous assistons depuis plusieurs mois à la progression des dictatures, des gouvernements autoritaires et des politiques illibérales. Toutes les fois que des enseignant.es et des chercheur.es se lèvent pour défendre les droits humains et les libertés académiques, ils sont victimes d'une répression aveugle, cynique, et désespérante.

En **Turquie**, le gouvernement turc s'acharne contre les universitaires dont le seul tort est de ne pas avoir fait allégeance à Recep Tayyip Erdoğan. Récemment, l'historienne franco-turque Noémi Lévy-Aksu, enseignante à l'Université du Bosphore (Bogaziçi) a été condamnée à trente mois de prison par la 27e cour d'assises d'Istanbul pour avoir signé en 2016 la pétition intitulée "Les académiciens pour la paix". Cette condamnation fait suite à d'autres arrestations : celle de Tuna Altinel, mathématicien à l'université Lyon 1, emprisonné à Balikesir depuis plus d'un mois ; signataire de la même pétition, il est en détention provisoire pour avoir participé à une réunion publique à Villeurbanne organisé par l'association Amitiés Kurdes Lyon Rhône-Alpes, et celle de Füsün Usel, professeure de science politique condamnée elle à 15 mois d'emprisonnement. Au total, 740 des 1128 signataires de cette pétition ont été condamnés ou sont sous le coup d'une procédure judiciaire.

Au **Brésil**, le gouvernement de Jair Bolsonaro a ordonné de sévères restrictions budgétaires pour les universités de philosophie et de sciences humaines, accusées de propager un « marxisme culturel » (sic !). Cette politique n'a d'autre objectif que de faire disparaître toute contestation contre un gouvernement qui, s'il a bénéficié du suffrage universel, n'a jamais dissimulé son admiration des dictatures militaires passées et son mépris des minorités.

Au **Soudan**, les exactions meurtrières des milices dans la capitale Khartoum n'ont pas épargné l'université dont les bâtiments ont été incendiés et saccagés le 10 juin dernier pour intimider les universitaires qui participent au grand mouvement populaire en faveur d'une transition démocratique. La violence des affrontements n'a guère alarmé les gouvernements occidentaux dont le « grand jeu » diplomatique et les ventes d'armes massives au Moyen-Orient sont rarement compatibles avec la défense inconditionnelle des droits humains.

Le SNESUP-FSU demande l'arrêt de toutes les procédures et exige la libération sans délai des universitaires injustement emprisonnés et pourchassés dans le monde. Pour ceux qui ont la nationalité française, qui ont été accueillis ou qui enseignent en France, il demande au gouvernement français de leur apporter l'assistance auxquelles ils/elles ont droit sans restriction et sans tergiversations géopolitiques.

Les libertés académiques sont notre bien commun : le SNESUP-FSU ne cessera de les défendre et souhaite, à l'occasion de son congrès d'orientation témoigner de sa sympathie et de sa solidarité vis-à-vis de toutes celles et de tous ceux qui souffrent de ne pouvoir exercer librement leur métier